

AKTUELL

IDEA ET LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Que faire du million ?

Raymond Klein

Oui à la croissance, mais changer de modèle de développement, voilà ce que propose la nouvelle étude du think tank Idea.

« Adapter la fiscalité foncière afin de lutter contre la rétention [des terrains] », voilà une proposition qu'on n'attendait pas forcément de la part d'un think tank proche de la Chambre de commerce. Mais dans son étude « Une vision territoriale pour le Luxembourg », présentée la semaine dernière, la fondation Idea identifie la « rareté du logement » comme un des goulots d'étranglement du modèle de croissance national. Idea va même plus loin et suggère, dans son ultime recommandation, d'adapter la Constitution – notamment afin de s'attaquer au sacro-saint droit de propriété. Conscient de sa transgression politique, le think tank recommande d'aborder le sujet « avec prudence » – après tout, sa première recommandation n'était-elle pas de « convaincre les propriétaires de valoriser leurs terrains » ?

En cette année électorale, les positionnements sur l'avenir du Luxembourg ne manquent pas, mais celui d'Idea ressort par son approche intégrant de multiples intérêts tout en étant résolument procroissance. En effet, parmi les scénarios d'avenir élaborés par le ministère de l'Économie, le chouchou du grand public va être celui de la « circularité bio-régionale », avec tout juste 770.000 habitant-es (woxx 1722). Idea justifie son choix d'un scénario de base « maximaliste » en mettant en garde contre des stratégies fondées sur un développement « plus modéré » : « les effets négatifs de la croissance sur le territoire et la société pourraient être renforcés ». Et de rappeler que les problèmes auxquels le Luxembourg fait face ne sont pas simplement dus à un excès de croissance, mais au moins autant à un défaut de stratégie durant plusieurs décennies. Prenant la mesure des enjeux en matière d'environnement naturel et de qualité de vie, les auteurs de l'étude assurent que leur scénario « au fil de l'eau » n'est pas un plaidoyer pour continuer « à politique inchangée ». Au contraire, une poursuite de la navigation à vue mettrait en cause « l'acceptabilité même de la croissance ».

Plutôt que de chercher à résumer les plus de 250 pages de l'étude, disponible en téléchargement libre et sous forme imprimée, relevons quelques-uns de ses éléments marquants. Idea a ainsi le mérite d'aller au-delà de l'« arbitrage 'mécanique' entre la croissance économico-démo-

graphique et la préservation d'un modèle territorial soutenable ». L'impact de l'accroissement de population des dernières décennies a en effet été multiplié du fait d'une rurbanisation sauvage – qu'on aurait pu éviter et qui devra l'être à l'avenir. Dans cet ordre d'idées, l'étude propose un schéma de développement territorial ambitieux, avec trois « super-agglomérations » appelées à être densifiées et élargies. La carte afférente fera jaser, car on y voit la Nordstad s'étendre jusqu'à Colmar-Berg et l'« Agglo Lux » jusqu'à Mersch. Notons que l'agencement de cette dernière avec l'« Agglo Sud » (de Pétange jusqu'à Dudelange-Bettembourg) préservera une mince bande de la faimouse « ceinture verte » autour de la capitale. Et que les communes rurales de leur côté sont invitées à freiner leur développement – ce qui ne plaira pas non plus à tout le monde.

Super-agglos et freinage rural

Un autre aspect intéressant est l'importance qu'Idea accorde à la planification et la coopération transfrontalières – bien plus concrètement que les habituels discours du dimanche sur ce sujet. Plutôt que de reverser les recettes fiscales des frontalier-ères aux communes limitrophes, l'étude propose d'alimenter des fonds destinés à financer des projets transnationaux, tout en plaidant pour une solution fiscale favorable au Luxembourg en matière de télétravail. Ce dernier est d'ailleurs un des outils magiques, avec le covoiturage, sur lesquels Idea compte pour atténuer l'impact des 300.000 frontalier-ères supplémentaires sur le réseau routier. Comme la plupart des autres études, celle-ci s'empresse de donner des pourcentages de recours à l'automobile en baisse, mais tait pudiquement les chiffres absolus.

C'est une première faiblesse à relever : il manque à Idea l'imagination ou le courage d'imaginer un scénario de rupture avec l'automobile à l'horizon 2050, alors que des facteurs socio-économiques pourraient transformer ce moyen de transport en un luxe, disloquant alors le modèle de développement territorial et économique actuel. L'étude fait également preuve de timidité sur la possibilité d'augmenter la part de la main-d'œuvre immigrée par rapport à celle frontalière. Enfin, malgré une approche intégrée, le think tank reste captif de la logique technico-économique – des défis comme la « transition justice » ou l'intégration des travailleurs-euses venu-es d'ailleurs ne sont même pas abordés.

SHORT NEWS

Öko-Kritik an Tripartite

(ja) – Am 3. März einigten sich die Sozialpartner auf ein neues Tripartite-abkommen dessen Maßnahmen den Staat 850 Millionen Euro zu stehen kommen. Neben einer Anpassung der Steuertabelle wurde auch eine Verlängerung der Energiepreisbremsen beschlossen. Déri Gréng und der Mouvement écologique kritisierten am Donnerstag in Pressemitteilungen einzelne Aspekte des Abkommens. Der Meco bemängelte die „undifferenzierte Deckelung der Energiepreise für alle, unabhängig vom Verbrauch oder den Vermögensverhältnissen.“ Der Staat finanziere so den hohen Energieverbrauch finanzstarker Haushalte und hebe Anreize für die Energietransition auf. Die Umweltgewerkschaft hätte sich gewünscht, dass der Staat lediglich die Kosten für den Grundenergieverbrauch übernimmt, um nicht Energieverschwendungen zu subventionieren. Anlässlich der Tripartite von September 2022 wurden administrative Hürden als Grund genannt, weshalb ein solches Modell nicht möglich sei. Diese hätten laut Meco in der Zwischenzeit beseitigt werden können. Die Jugendorganisation von Déri Gréng hingegen hätte sich ein schnelleres Phasing-Out der Preisbremsen gewünscht. Außerdem fordert die Partejugend, dass Umweltverbände künftig in der Tripartite mitverhandeln, damit Klimaaspekte berücksichtigt werden – ein Punkt, den der Meco nicht erwähnte.

(K)ein Gesetz gegen Immigration?

(is) – Die Abgeordnete Nathalie Oberweis (déri Lénk) wusste am Mittwoch nicht, ob sie weinen oder lachen solle, als in der Abgeordnetenkammer die „loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration“ zur Verabschiedung vorlag: Das Gesetz soll Klarheit über die Rückreisebestimmungen schaffen und ein Einreiseverbot einführen. Letzteres bezieht sich auf Drittstaatler*innen ohne gültige Aufenthaltsgenehmigung: Wer zur Ausreise gezwungen wurde oder die Ausreisefrist missachtet hat, darf Luxemburg bis zu fünf Jahren nicht mehr betreten. Die Asti hatte am Entwurf kritisiert, Kriminalität mit Immigration in Verbindung zu bringen, auch weil der Text im Kontext des „Paquet – problématique de la criminalité liée aux stupéfiants“ entstanden sei. Zwar bemühten sich die meisten Abgeordneten klarzustellen, es handele sich weder um eine Einschränkung der Bewegungsfreiheit noch um einen Generalverdacht gegen Immigrant*innen, überzeugend waren sie dabei jedoch nicht. So verwies Gusty Graas (DP) auf die steigende Kriminalität in Europa, gab aber vor, keine direkte Verbindung zwischen illegaler Immigration und Straftaten ziehen zu wollen. Im Rahmen des Frauenkampftags forderte die Asti im Gegenzug die Regularisierung der Personen, die in Luxemburg leben und arbeiten. Nur so gelinge Integration und würden besonders Migrantinnen vor sexualisierter Gewalt und wirtschaftlicher Ausbeutung geschützt. Außer der Vertreterin von déri Lénk wollte jedoch niemand der Redner*innen diesen Weg einschlagen.

Accord-poison, théâtre-antidote

(lm) – L'élection de Lula au Brésil et la présidence de l'UE espagnole à venir font espérer aux promoteurs-euses du libre-échange la signature d'un accord avec le Mercosur en 2023. D'autres mobilisent contre ce qu'ils et elles considèrent comme une menace pour l'environnement et les droits humains. Le mardi 14 mars, l'ASTM et Klima-Bündnis organisent une conférence au Casino syndical, lors de laquelle Larissa Bombardi expliquera « comment l'accord de Mercosur empoisonne les populations au Brésil et en Europe » (en portugais avec traduction en français). Le lendemain, la pièce « Die Hüter der Freiheit », sur le Mercosur et les « profiteurs » de l'économie mondialisée, sera montrée à Oberanven (en allemand). Détails : astm.lu/events

Wegsperren bringt keine Lösung

(rg) – „Wie sinnvoll sind Gefängnisse“ – zu diesem Thema referiert am kommenden Mittwoch, dem 15. März ab 19h30 der promovierte Jurist und Kriminologe Thomas Galli auf Einladung von „eran, eraus ... an elo“ im Drescherhaus in Luxemburg-Dommeldingen. Galli (Jahrgang 1973) war von 2001 bis 2016 in Deutschland im Strafvollzug tätig, zuletzt als Gefängnisdirektor im sächsischen Zeithain. Seither arbeitet er als Rechtsanwalt in Augsburg. Er ist Verfasser mehrerer Publikationen; so erschien 2020 von ihm der Band „Weggesperrt – Warum Gefängnisse niemandem nutzen“ (Edition Körberstiftung). Anders als ihm manchmal unterstellt wird, geht es Galli nicht grundsätzlich um die Abschaffung von Gefängnissen, vielmehr darum, die Sinnhaftigkeit des Freiheitsentzugs zu hinterfragen, nämlich dann, wenn andere Maßnahmen zielführender wären.